

[midilibre.fr](https://www.midilibre.fr)

Ukraine : "La situation ressemble au choc pétrolier de 1973" pour Jacques Percebois, professeur d'économie

Karim Maoudj

8-10 minutes

Professeur émérite d'économie à l'université de Montpellier, Jacques Percebois est spécialiste des questions énergétiques. Il analyse la situation actuelle, avec des tensions sur les prix du gaz et de l'essence, engendrée par la crise ukrainienne.

La tension est aujourd'hui forte sur le secteur de l'énergie, avec une hausse inquiétante des prix.

Je rappelle que les tensions remontent déjà à quelques mois. Elles ne sont pas récentes. Néanmoins, à bien des égards, la situation actuelle ressemble au choc pétrolier de 1973. Avec un baril de pétrole à 140 dollars, même s'il a un peu baissé autour de 125 dollars du fait de la fluctuation des marchés.

Le prix du baril peut-il encore monter?

Tout est possible, il peut aller jusqu'à 150, voir 200 dollars. Je rappelle qu'en 2008, lors de la crise financière, il avait atteint les 147 dollars. Pour autant, je suis prudent. Je pense, en effet, qu'au-delà d'un certain prix, la demande va réagir. Soit les consommateurs vont réduire leur demande, soit ils vont passer par des substituts.

Des substituts?

Oui, il existe sur le marché international des substituts. Il y a une offre qui peut augmenter, avec des livraisons plus importantes de la part des Etats-Unis et de l'Arabie saoudite. Mais ça peut rester limité. Les membres de l'OPEP Plus, une organisation qui réunit les membres traditionnels de l'OPEP et dix autres pays non-membres, peuvent avoir une politique qui ménage la Russie, le leader des dix pays associés. Et puis, les pays exportateurs de pétrole voient d'un bon œil le niveau actuel du baril.

Il y a tout de même le poids des livraisons russes à l'Europe.

La Russie livre à l'Europe un peu plus de 40% du gaz importé. Mais on oublie aussi qu'il y a le pétrole, qui représente 35% des importations européennes, et le charbon, qui représente 50%.

Comment se situe la France dans le contexte européen?

La France n'est pas très concernée car la partie charbon reste très modeste. Là où on est un peu ennuyés, c'est dans le nucléaire, où nous avons de bonnes relations avec la Russie.

Le secteur du nucléaire peut-il souffrir de cette crise?

Notre principal fournisseur d'uranium, c'est le Kazakhstan. En cas de crise, on peut aussi se tourner vers d'autres pays comme l'Australie ou le Canada. Le secteur du nucléaire présente aussi l'avantage de bénéficier d'un prix de l'uranium plutôt stable. De plus, le prix de revient de l'uranium dans la production d'électricité nucléaire est faible, de l'ordre de 7%. Contre 60% pour le gaz servant à produire de l'électricité.

Face à la hausse des prix à la pompe, quelle marge de manœuvre dispose le gouvernement ?

En France, les taxes sur un litre d'essence représentent environ 58%. Mais cela ne veut pas dire que plus le prix de l'essence et plus le Gouvernement va toucher de taxes. En effet, le coût du pétrole brut représente, à la pompe, entre 30% et 40% du prix du litre d'essence. Le reste, ce sont les coûts liés au raffinage, à la distribution et puis les taxes. Faut-il baisser les taxes, donc? Pour l'instant, le niveau de la TVA n'a pas baissé. Mais on peut envisager une baisse de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques, la fameuse TICPE. Mais l'Etat ne peut pas, non plus, se passer de ressources fiscales. Une baisse de 10 centimes d'euro du prix de l'essence représente, pour l'Etat, une perte de 5 milliards de recettes en moins dans son budget. Il est donc compréhensible que le Gouvernement hésite à prendre ce genre de décision. Je pense qu'il vaut mieux mettre en place des chèques énergie pour les plus modestes, plutôt qu'une baisse des taxes qui bénéficiera à tout le monde.

Comment se fait-il que le prix du gazole augmente plus vite que celui de l'essence?

Historiquement, en France, on a opté pour un prix du gazole inférieur à celui de l'essence, pour des raisons de fiscalité. Le gazole a rattrapé l'essence car le différentiel de fiscalité s'est estompé. Je précise que la France importe du gazole de Russie car les raffineries françaises ne peuvent pas tout raffiner. Elles ne peuvent pas produire un niveau de gazole équivalent à la demande. Je rappelle qu'il y a tout de même quelque 200 types de brut dans le monde, sur le plan chimique. Une raffinerie ne peut en traiter qu'une dizaine.

Concernant le gaz, quel est le niveau de dépendance de la France à la Russie?

Le gaz, c'est autre chose. Je rappelle que l'Union européenne importe plus de 40% de son gaz de Russie. La France a l'avantage de moins dépendre de la Russie pour son gaz. Son premier fournisseur, c'est la Norvège, qui fournit 37% de notre gaz. La Russie, c'est 17%. Viennent ensuite l'Algérie et les Pays-Bas, avec 8% chacun, puis le Qatar et le Nigéria. Nous dépendons donc moins des Russes que les Allemands, qui importent de Russie 55% de leur

gaz.

On fait pourtant appel au gaz pour la production d'électricité.

Dans la consommation d'énergie, la part du gaz est moins importante en France que dans d'autres pays. Le gaz, c'est, en effet, 15 à 16% de la consommation finale d'énergie. Donc de toute la consommation d'énergie achetée par les Français : 43% ce sont des produits pétroliers, 16% du gaz, 25% de l'électricité, 1% du charbon et le reste du bois, des déchets et de la chaleur. Le gaz c'est aussi et seulement 6% de la production d'électricité en France. Contre 23 à 25% en moyenne en Europe. Néanmoins, comme les marchés de l'électricité sont interconnectés, aux heures de pointe, nous importons de l'électricité produite avec du gaz et du charbon. Ce qui coûte plus cher. C'est ce qui explique l'envolée des prix de la fin de l'année 2021. En Europe, plus de 20% de l'électricité est produite avec du gaz. La centrale à gaz nous sert donc d'appoint lors des pics de consommation d'électricité.

Paie-t-on notre gaz au juste ?

Non. Au regard de la tension sur les prix sur les marchés internationaux, nous devrions le payer 35% plus cher. Or, le Gouvernement a limité la hausse à 4%. Comment ? La taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité, la fameuse TICFE, est ainsi passée de 22,5 euros du mégawatt/heure, à 1 euro.

Quelle pourrait être, selon vous, la tendance sur les prochains mois ?

Là, nous sommes sur une sortie de l'hiver. Nous disposons encore de stocks de gaz et la consommation de gaz et d'électricité va baisser. Le grand problème, ce sera l'hiver prochain. En France, par mesure de protection, nous disposons toujours de trois mois de stock de gaz. Il va donc falloir les reconstituer cet été. Et comme on ne peut pas se permettre d'être défaillants en matière de fourniture d'électricité, on sera prêt à payer très cher. D'autant que, contrairement au gaz, on ne peut pas stocker l'électricité. Néanmoins; le bouclier tarifaire concernant le gaz, qui devait s'arrêter en avril, a été prolongé jusqu'à la fin de l'année par le Gouvernement. Il a anticipé l'hiver. La consommation domestique est ainsi relativement protégée. Mais quid de 2023?

Mais il n'y a pas que la consommation des ménages.

Effectivement, il n'y a pas que la consommation domestique. Il y a aussi celle des agriculteurs et de l'industrie. Et là, il faut s'attendre à une hausse des prix, pour compenser la hausse du coût de l'énergie et aussi des engrais.

On est donc sur une inflation plus forte.

On est sur une stagflation, qui associe la stagnation économique et l'inflation. Mais il est aussi un élément à ne pas négliger pour expliquer l'inflation, c'est le cours de l'euro par rapport au dollar. Il a beaucoup baissé au bénéfice du dollar. Donc, tout ce qui est acheté en dollar coûte plus cher.

